

AP n° 2023-APC-202-IC

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
modifiant l'arrêté préfectoral n° 2006.A.101.IC du 7 août 2006 modifié
autorisant la société PRODEVA à exploiter ses installations de déshydratation
situées sur le territoire de la commune de VATRY**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2006-A-101-IC du 7 août 2006 modifié, autorisant la société PRODEVA à exploiter ses installations de déshydratation sur le territoire de la commune de VATRY ;
VU la demande de la société PRODEVA du 13 juillet 2023 concernant l'augmentation de la quantité d'effluent annuel à épandre ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1er septembre 2023 ;
VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 26 septembre 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles.

CONSIDERANT que le projet de modification objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le périmètre d'épandage autorisé de 453 ha est suffisant pour couvrir les demandes de l'exploitant ;

CONSIDERANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale.

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

ARRETE

Article 1 – Champ d'application :

Les conditions d'exploitation de l'installation de la Société PRODEVA, dont le siège social est situé Chemin de Vaubonnet à VATRY (51320), autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2006-AP-101-IC du 7 août 2006, modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires, pour ses installations situées à cette même adresse, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Conformité au dossier :

Les aménagements, installations ouvrages, travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant.

Article 3 – Caractéristiques des effluents :

L'article 9.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006-A-101-IC du 7 août 2006 est abrogé et remplacé par :

« Les effluents envoyés à l'épandage sont constitués des jus verts de la luzerne déchargée et de pulpe sur le carreau et des eaux de ruissellement collectées sur l'aire de distribution de carburants et l'aire de lavage des véhicules.

La valeur agronomique des effluents épandus doit être conforme aux indications contenues dans le volet agropédologique de l'étude d'impact et compatible avec le pouvoir épurateur du sol et du couvert végétal.

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 6,5 et 8,5 ;
- température inférieure à 30 °C ;
- absence de substances susceptibles d'être dangereuses pour l'environnement du fait de leur toxicité, de leur persistance ou de leur bio-accumulation ;
- volume annuel maximum : 5 000 m³.

Les valeurs agronomiques moyennes des effluents sont les suivantes :

- Azote global900 mg/l
- Phosphore total en P₂O₅.....200 mg/l
- Potassium en K₂O.....1300 mg/l
- Magnésium en MgO.....170 mg/l
- C/N inférieur à 8. »

Article 4 - Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr) :

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 - Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'Inspection des installations

classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de VATRY, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société PRODEVA - Chemin du Vaubonnet - 51320 VATRY.

Monsieur le Maire de VATRY procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **19 OCT. 2023**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général**

Raymond YEDDOU



